

## 2 Politique

## Réduction du train de vie de l'État

## La CNR en soutien à Dynamique unitaire

C.O.

Libreville/Gabon

UNE délégation de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), conduite par le président de la Conférence des présidents, Jean Eyeghe Ndong, a animé une causerie, samedi dernier, à l'impasse Jacqueline Mindze Mi-Ngui au quartier Venez-Voir dans le 3e arrondissement de Libreville. Au cours de cette sortie, les différents intervenants, ont chacun apporté leur soutien à Dynamique unitaire (DU), groupement de syndicats de la Fonction publique, dans sa démarche visant à remettre en cause les mesures gouvernementales visant la réduction du train de vie de l'État.

A l'entame, la militante du Mouvement du refus citoyen (MRC), Eugénie Zeng, a exposé les objectifs de cette structure, mise en



Photo : Chris Oyame

Les officiels, les militants et sympathisants de l'opposition attentifs aux différents propos.

place, le 26 février 2018, et revendiquant le statut de "syndicat du peuple". Avant d'exhorter ses compatriotes à ne pas aller aux urnes lors des prochaines élections législatives. D'autant que, selon elle, les conditions ne sont pas réunies pour que

ce scrutin se déroule en toute transparence et sécurité.

Après que le vice-président de la Conférence des présidents, Vincent Moulengui Boukossou, a dénoncé le fait que ce soient les agents publics qui paient "la gabe-

rie de la gouvernance actuelle", Véronique Essomoyo, s'est, quant à elle, insurgée contre le fait que le gouvernement ait pris ces "mesures sans consulter les partenaires sociaux".

Enfin, Jean Eyeghe Ndong a indiqué que sa suite et lui



Photo : Chris Oyame

Le président de la Conférence des présidents de la CNR, Jean Eyeghe Ndong, lors de son intervention.

étaient les envoyés du président de la CNR, Jean Ping. Et qu'à ce titre, leurs différents messages sont le reflet de la pensée de leur leader. Avant de revenir longuement sur la crise post-électorale avant de dénoncer, lui aussi, "l'immobi-

lisme des Gabonais face aux difficultés actuelles du pays" et de féliciter les leaders de DU.

"Prenez conscience que vous êtes citoyens (...) et nous devons aller les soutenir le 28 juillet prochain", a-t-il lancé.

## Dans le 4e arrondissement de la commune de Libreville

## Patricia Taye édifie les populations



Photo : R.H.A

Patricia Taye, au premier plan.



Photo : R.H.A

Vue partielle des populations.

R.H.A

Libreville/Gabon

LA vice-présidente du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Patricia Taye,

par ailleurs ministre déléguée à l'Intérieur, a communiqué, ce week-end, avec les populations du 4e arrondissement de la commune de Libreville à l'école publique d'Akébé 2.

Ces retrouvailles, qui se sont voulues familiales, se sont déroulées en pré-

sence, entre autres, des parlementaires du CLR, les auxiliaires de commandement, les notables, les jeunes et les femmes de ce quartier. Occasion pour la vice-présidente du CLR de revenir sur les récentes mesures gouvernementales visant à réduire le

train de vie de l'État.

Elle a salué "le réalisme politique dont a fait preuve le président de la République, Ali Bongo Ondimba, qui, de façon pragmatique, a décidé de s'attaquer définitivement aux problématiques liées à la réduction du train de vie de l'État et à l'assai-

nissement des finances publiques sans tenir compte des échéances électorales à venir". Et d'ajouter : "Ces mesures, qui paraissent douloureuses aujourd'hui, auront le mérite de dégager des économies qui viendront renforcer les investissements dans les secteurs

sociaux (Éducation, Santé...), mais surtout devraient conduire les jeunes à un changement de paradigme. Car, la Fonction publique ne peut plus recruter, à tout-va, tout le monde dans un environnement économique en pleine mutation comme le nôtre".

## Miroir du gouvernement

## Quelle réaction face aux mauvais résultats au Bac ?

17,21% d'admis au premier tour pour l'enseignement général et 11,10% pour le baccalauréat technique et professionnel. Les résultats du Bac session 2018 sont tombés ce week-end à Libreville. Et, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas bons. Et qu'ils sont, à peu près, identiques à ceux enregistrés les deux dernières années. Pour preuve, en 2017, le pourcentage de réussite au Bac général dans la capitale gabonaise était de 15,94% et 14,81%, pour le baccalauréat technologique. En 2016, il était de 14,61% et 15,27%.

Des chiffres assez proches de ceux enregistrés à l'échelle natio-

nale au cours de la même période. Et qui mériteraient que le gouvernement s'y penche, ne serait-ce que, pour tenter d'inverser cette courbe négative de plus en plus persistante depuis plusieurs années. D'autant que, si les années antérieures, les grèves à répétition dans le monde de l'Éducation pouvaient justifier ces mauvais résultats, cet argument ne saurait être invoqué cette année scolaire où on n'a connu aucune perturbation. C'est dire que le mal est bien plus profond qu'on ne l'imagine et qu'il est, sans doute, symptomatique de la baisse généralisée du niveau de l'école gabonaise. Car, après tout, l'examen du baccalau-

réat permet aussi d'évaluer, d'une certaine manière, les candidats sur les connaissances qu'ils ont acquises avant leurs classes de terminale. Et quand on voit les taux d'échec de nouveaux bacheliers en premier cycle universitaire dans notre pays, on peut aisément affirmer que l'école gabonaise est vraiment malade ! Et il y a fort à craindre qu'en l'absence d'une volonté politique ferme et déterminée, les taux de réussite au Bac ne cessent de dégringoler. Avec, à la clé, des décrochages scolaires. En 1985, alors ministre de l'Éducation nationale français, Jean-Pierre Chevènement s'était rendu célèbre en projetant "d'amener

80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat d'ici à 2000". Quelques années plus tard, cet objectif est une réalité. Et cela s'est fait, semble-t-il, sans une baisse des exigences requises au Bac. Si chez nous, on ne peut se fixer un objectif aussi ambitieux, admettons tout de même qu'on pourrait se donner des ambitions à la hauteur d'une Nation résolue à s'inscrire dans la modernité. Et qui, logiquement, ne saurait s'accommoder des taux d'échec aussi élevés à l'examen permettant l'obtention du premier diplôme universitaire. Ce qui suppose qu'on arrive à mettre un terme à la problématique des effectifs pléthoriques, à résorber le déficit

des salles de classes, à généraliser l'enseignement préprimaire, à doter les établissements secondaires des laboratoires tout en réhabilitant les équipements. Car il n'est pas normal que dans les filières génie électronique, mécanique option productique, les candidats au baccalauréat soient évalués sur des équipements datant de 1978 comme l'ont été, cette année, ceux du lycée technique national Omar Bongo (LTNOB). Dans tous les cas, elles semblent bien loin les résolutions issues des états généraux tenus, du 17 au 18 mai 2010, à Libreville. Ce qui, ailleurs, devrait davantage interpeller le gouvernement.

J. KOMBILE MOUSSAVOU